

IAA  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 14/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**JEAN HENAFF SA**

KER HASTELL  
29710 POULDREUZIC

Code AIOT : 0052903310

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement JEAN HENAFF SA implanté KER HASTELL 29710 POULDREUZIC. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection dans le cadre des restriction des usages de l'eau. Du fait de la persistance du phénomène sécheresse, l'arrêté préfectoral du 10 août 2022 a placé l'ensemble du territoire finistérien en situation de crise sécheresse. Dans ce cadre des contrôles sont mis en oeuvres.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JEAN HENAFF SA
- KER HASTELL 29710 POULDREUZIC
- Code AIOT : 0052903310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société HENAFF exploite une installation d'abattage, de découpe de porcs charcutiers et dispose d'un atelier de fabrication de conserves et de plats cuisinés. Le site est réglementé par l'arrêté du 8 décembre 2008.

La visite s'est déroulée en 2 phases, un examen des aspects documentaires en salle de réunion et un volet terrain au niveau de la STEP et la vérification de la réalisation des travaux au niveau du bassin des eaux pluviales.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prélèvements d'eau, suivi des consommations d'eau et mesures de réduction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 08/12/2008, article 4.1	/	Sans objet
2	Protection de sressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 4.1.2	/	Sans objet
3	Protection de sressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 4.1.3.1	/	Sans objet
4	Surveillance des rejets - Autosurveillanc e	Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 4.4.1	/	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
6	Respect des restrictions imposées par l'arrêté préfectoral sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article Annexe 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 août 2022 plaçant le département du Finistère en situation de crise sécheresse. La société HENAFF est autonome pour l'utilisation d'eau sur son site et a pris en compte la nécessité de limiter au maximum la consommation en eau depuis plusieurs années.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Origine des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2008, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU L'approvisionnement en eau est assuré par : <ul style="list-style-type: none"><li>- le réseau public ;</li><li>- les forages n° 98-1 et n° 98-2 et les puits n°P53, n°P54-3, n°P60, n°P63-1 (cf. plan annexé au présent arrêté).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'établissement est alimenté en eau à partir du réseau des puits autorisés. L'exploitant indique que l'approvisionnement se fait à partir des puits n°54 et 63 pour le fonctionnement du site. Aucune consommation de l'eau du réseau AEP.  Post-inspection, l'exploitant met à disposition le bilan annuel de la consommation d'eau. La consommation globale sur 2021 est de 82 868 m <sup>3</sup> /an; Post-inspection, l'exploitant transmet le relevé quotidien de la consommation des puits, l'inspection constate le respect du horaire et du débit journalier maximum. L'exploitant explique que les autres puits et forages ne sont pas utilisés car présence d'un taux important de fer. Actuellement ces puits et forages sont maintenus et feront l'objet d'étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Protection de sressources en eaux et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise en place des ouvrages de prélèvement est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.  Les installations de prélèvements d'eau dans le milieu naturel (forage(s) et puits) sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs du débit. Les débits sont relevés hebdomadairement par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Les installations de prélèvement sont munies de compteur pour la mesure du débit. Les débits sont relevés tous les jours par le service maintenance. L'enregistrement est réalisé le matin et selon l'exploitant un autre enregistrement de la consommation est fait le soir vers 18H lors du second passage au château d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Protection de sressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage(s) et Puits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société HENAFF est autorisée à prélever l'eau, selon les modalités suivantes : N° Ouvrage    Débit horaire en pointe autorisé par ouvrage  Débit journalier maximum autorisé 400 m3/j maximum pour un puits 600 m3/j maximum pour 2 puits utilisés simultanément (Le prélèvement ne peut être réalisé que sur 2 ouvrages maximum en usage simultané)  Puits n°P53    Puits n°P60 Puits n°P63-1 --> 20 m3/h en pointe Puits n°P54-3 --> 25 m3/h en pointe  Forage n° 98-1(*) et Forage n° 98-2(*) --> 10 m3/h en pointe 180 m3/j en pointe par forage * Le niveau dynamique ne doit pas dépasser le profondeur de 28 mètres par rapport au sol.  Prélèvement total autorisé dans le milieu naturel - 34 m3/heure sur 18 heures activité - 412 m3/j en moyenne - 615 m3/j en pointe - 103 000 m3/an  Les eaux brutes pompées sont déferrisées, filtrées sur charbon actif, subissent une chloration et une correction de pH.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été observé que l'établissement est approvisionné en eau provenant de la ressource privée composée de deux puits situées à Pouldreuzic, sur le site.  Les débits sont relevés quotidiennement (2 fois), enregistrés et archivés. Les eaux brutes prélevées dans le milieu naturel sont déferrisées, filtrées sur charbon actif, subissent une chloration et une correction de pH avant utilisation.  Post-inspection, l'exploitant transmet par courriels les enregistrements "Consommation d'eau" (moyenne quotidienne) pour la période de 2019, 2020, 2021 et 2022. Sur ce relevé, l'inspection constate l'absence de dépassement des volumes prélevés au niveau du volume prélevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Surveillance des rejets - Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, modalités générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 4.4.1. MODALITÉS GENERALES  Le programme d'autosurveillance des prélèvements/consommations et des rejets est réalisé dans les conditions suivantes : PRELEVEMENTS/CONSOMMATIONS PARAMÈTRES UNITÉS MODALITÉS - FRÉQUENCE/PÉRIODICITÉ Consommation (réseau public, forages et puits) m3/j Suivi en continu, et relevé hebdomadaire
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un suivi des volumes prélevés à partir des deux puits. L'inspection constate le respect du programme d'autosurveillance. En post-inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs nécessaires au respect du prélèvement par puits 54 et 63, au global et sur plusieurs années.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau : Prélèvement journalier ou hebdomadaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Présence d'un compteur général permettant de mesurer le débit quotidien, l'exploitant indique qu'il y a +- 26 sous-compteurs réparti au niveau du site. Ces sous-compteurs sont relevés une fois par mois, et depuis l'arrêté sécheresse une fois tous les 15 jours. Ce tableau de bord permet de cibler les postes à plus fortes consommations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Respect des restrictions imposées par l'arrêté préfectoral sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau : Respect des restrictions imposées par l'arrêté préfet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          Respect des restrictions imposées par l'arrêté préfectoral déclarant le seuil de sécheresse en vigueur.</p> <p>Crise : réduction a minima de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne interannuelle, calculée sur les 5 dernières années, sur la période d'application des mesures de restriction, hors mesures de restriction, pouvant aller jusqu'à l'arrêt des prélèvements sur décision du préfet motivée par les usages AEP ou l'état du milieu naturel.          Relevé Hebdomadaire des prélèvements en milieu naturel et réseaux AEP</p> <p>Les mesures s'appliquent si aucune des 3 hypothèses suivantes n'est satisfaite:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- (1) l'arrêté d'autorisation existant, ou de prescriptions spéciales comporte des prescriptions encadrant l'activité en période de sécheresse</li> <li>- (2) l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits jusqu'au minimum possible (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité)</li> <li>- (3) Mise en œuvre de son propre plan d'action de réduction des consommations basé sur un diagnostic de moins de 5 ans sur son process, ce plan d'action ayant fait l'objet d'une validation préalable par le service de police ICPE</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>          L'inspection des installations classées constate, sur la base du bilan transmis par l'exploitant, la réduction de la consommation moyenne depuis le placement du département du Finistère en Vigilance Alerte renforcée à compter du 17 juillet 2022.</p> <p>Le bilan fourni par l'exploitant précise que la consommation moyenne calculée depuis 2019 et la réduction n'est pas explicite pour plusieurs raisons:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la production des conserves est forte en période estivale (réduction de fin septembre à mi-mars).</li> </ul> <p>A titre indicatif, l'exploitant évoque une consommation d'eau de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5,71 l/ kg en 2021,</li> </ul> <p>par kilogramme de carcasse abattue, pour rappel l'article 20 de l'APMG (arrêté ministériel du 30/04/2004 modifié) indique un ratio de 6 l/kg de carcasse abattue.</p> <p>L'exploitant dispose de prescriptions spéciales encadrant l'activité pendant la période sécheresse et s'est engagé dans une démarche supplémentaire de réduction de la consommation d'eau via son inscription pour le programme ECOD'O.</p> <p>Sur les registres transmis, la quantité annuelle consommée en 2019 est de 73 162 m<sup>3</sup>, 73 238 m<sup>3</sup> en 2020 et 82 868 m<sup>3</sup> en 2021.</p> <p>Des pistes de réflexion sont évoquées par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des travaux ont été fait sur plusieurs équipements (vannes, TAR,...),</li> <li>- la poursuite de la sensibilisation du personnel par affichage et point régulier,</li> <li>- le souhait de la mise en place d'une REUT pour certains usages de l'eau.</li> </ul> <p>L'inspection constate que l'exploitant a mise en place des mesures de réduction de la consommation en eau depuis plusieurs années; à ce titre, le site se positionne sur l'hypothèse 3 prévue par l'arrêté préfectoral sécheresse : " l'industriel met en œuvre son propre plan d'action de réduction des consommations".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Proposition de suites :** Sans objet